

# Un Cadre mondial d'action en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement

## Briefing de campagne



### Quel est notre objectif ?

La campagne Éradiquer le manque d'eau appelle les leaders du monde entier à se mettre d'accord pour mettre en place un *Cadre mondial d'action* en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement afin d'accélérer le taux de couverture des 2,5 milliards de personnes privées de systèmes hygiéniques d'assainissement et des 900 millions de personnes sans accès à l'eau potable.

### Pourquoi un cadre mondial d'action est-il nécessaire ?

Il est nécessaire d'une part pour répondre aux manquements sévères des gouvernements bailleurs et des pays en développement s'agissant du financement et du volontarisme politique indispensables pour que tous les citoyens puissent exercer leur droit le plus élémentaire à l'assainissement et à l'eau potable. Il est nécessaire d'autre part pour corriger l'incapacité des institutions nationales et internationales à assurer le suivi, coordonner et piloter les efforts engagés. Ces manquements ont notamment pour conséquence :

- 👉 Le faible niveau de financement dont souffre ce secteur tant de la part des pays en développement que des pays donateurs<sup>1</sup>, ce qui reflète le faible niveau de priorité accordé à ces services au niveau gouvernemental.
- 👉 Le ciblage de l'essentiel de l'aide au développement ailleurs qu'en direction des pays et communautés à faible revenu<sup>2</sup>.
- 👉 L'absence de tout mécanisme ou forum réunissant les gouvernements des pays bailleurs et en développement pour évaluer les progrès enregistrés et élaborer des réponses politiques.

Au cœur de tous ces échecs réside une absence de volontarisme politique à tous les niveaux à laquelle vient s'ajouter l'incapacité d'admettre que l'assainissement et l'eau potable sont le socle sur lequel repose le développement.

Enfin, sur une note plus positive, un cadre mondial d'action est nécessaire afin de mettre en cohérence plusieurs engagements récents et encourageants pris à l'échelon national, régional et international<sup>3</sup>, qui visent la mise en œuvre concrète des services sur le terrain. Il s'agit par ailleurs de tirer les leçons d'initiatives similaires réalisées dans d'autres domaines comme la santé, l'éducation et l'agriculture.

### Que faut-il faire ?

Pour faire face aux difficultés qu'engendre le statu quo, il faut donc de toute urgence et de façon décisive imposer un *Cadre mondial d'action* qui facilite la mise en place de mesures concertées au plan national et international, l'objectif étant d'améliorer le processus de planification à

<sup>1</sup> La part totale de l'aide consacrée à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement est en diminution depuis le milieu des années 90 (WaterAid et Tearfund, « *Pourquoi avons-nous besoin d'un cadre mondial d'action* », septembre 2008).

<sup>2</sup> Seulement 24 % de l'aide consacrée à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement est affectée aux pays les moins développés (*ibid*).

<sup>3</sup> Parmi les exemples d'engagements, notons la *Déclaration d'eThekwin* lors du sommet AfricaSan (février 2008), le *Programme d'action de l'UE pour les OMD* (juin 2008), le communiqué du G8 (juillet 2008) et la déclaration de Delhi à la conférence SACOSAN (novembre 2008)

l'échelon national, d'accroître l'efficacité de l'aide, d'augmenter les investissements et de résoudre les contraintes liées aux capacités.

Dans un rapport publié en septembre 2008, WaterAid et Tearfund demandent qu'un *Cadre mondial d'action* soit mis en place pour apporter « ciblage, autorité et redevabilité »<sup>4</sup> au secteur. Ce cadre d'intervention doit se construire sur trois principes : devoir de rendre compte et transparence mutuelle, volonté politique accrue, et priorité unique chaque année. À terme, ces efforts doivent amener une progression accélérée du taux de couverture pour atteindre l'accès universel à des systèmes d'assainissement de base et à l'eau potable.

## À quoi pourrait ressembler un Cadre mondial d'action ?

En résumé, le *Cadre mondial d'action* prendrait la forme d'un accord entre les gouvernements des pays bailleurs, ceux des pays en développement et les organisations multilatérales articulé autour des trois points suivants :

- 👉 **Les gouvernements des pays en développement** élaborent des plans nationaux crédibles pour l'accès de tous les citoyens à l'assainissement et à l'eau potable<sup>5</sup>, et investissent davantage dans leur mise en œuvre<sup>6</sup> ;
- 👉 **Les pays donateurs** soutiennent le développement de ces plans<sup>7</sup> et fournissent les fonds nécessaires pour qu'aucun plan national crédible n'échoue faute de financement ;
- 👉 **Des mécanismes internationaux** sont mis en place pour assurer le suivi et piloter la progression du secteur, notamment via un *groupe mondial d'action*, un *bilan annuel* et une *rencontre annuelle de haut niveau*.

Les mécanismes internationaux seraient réformés autour de trois éléments principaux :

- 👉 **Un bilan annuel du secteur** pour analyser les dépenses des gouvernements des pays bailleurs et en développement, leur efficacité et les résultats obtenus. Il devrait diagnostiquer les principaux points de blocage et défauts structurels responsables de la crise actuelle, y compris au niveau des besoins en financement. Le rapport annuel des Nations unies (Global Annual Assessment on Water and Sanitation ou GLAAS) serait un bon point de départ mais aurait besoin d'être développé davantage.
- 👉 **Un groupe mondial d'action** pour pointer les champs d'intervention prioritaires à partir des conclusions du rapport annuel, et pour préparer la réunion de haut niveau. Il pourrait jouer le rôle de secrétariat et assurer le suivi, l'évaluation et l'identification des incohérences entre les progrès enregistrés et les engagements pris par les gouvernements bailleurs et ceux des pays en développement. Il pourrait également engager un dialogue stratégique avec d'autres secteurs autour d'enjeux communs.
- 👉 **Une rencontre annuelle de haut niveau** pour focaliser les enjeux au niveau politique, à laquelle assisteraient des spécialistes et représentants politiques de haut niveau issus des plus grandes institutions bi et multi latérales, ainsi que des représentants des régions ayant le plus de retard par rapport aux objectifs (Afrique et sud de l'Asie). Cette réunion aurait pour but d'analyser les progrès réalisés au niveau mondial et de décider de mesures correctives

---

<sup>4</sup> WaterAid et Tearfund, « *Pourquoi avons-nous besoin d'un cadre mondial d'action* », septembre 2008

<sup>5</sup> Une note sur la forme que pourrait prendre ces plans nationaux crédibles sera disponible prochainement.

<sup>6</sup> L'édition 2006 du Rapport sur le développement publié par les Nations unies recommande que les pays dépensent 1% de leur PIB à l'eau et à l'assainissement, tandis que dans la déclaration *eThekwin* de février 2008, les ministres africains en charge de l'eau se sont engagés à dépenser 0,5 % de leur PIB rien que pour l'assainissement.

<sup>7</sup> Une proposition en cours d'examen réfléchit à la possibilité d'inclure un fonds commun au sein même du Cadre d'intervention pour soutenir le développement de plans d'actions et surmonter les contraintes liées aux capacités.

ou de plans de financement ciblés sur des problèmes identifiés par l'évaluation annuelle ou par le Groupe d'action international.

## Qui soutient actuellement le Cadre mondial d'action ?

Le mouvement Éradiquer le manque d'eau défend cette idée depuis 2007 et en septembre 2008, aux Nations unies, les gouvernements britannique et néerlandais ont annoncé leur soutien pour une telle initiative. L'Organisation mondiale de la santé, la Banque mondiale et AMCOW, le Conseil des ministres africains de l'eau, ont accueilli positivement cette idée et l'Unicef a accepté d'accueillir la première réunion de haut niveau consacrée à l'eau potable et à l'assainissement en septembre ou octobre 2009.

## Un appel à la mobilisation !

Pour que le *Cadre mondial d'action* devienne réalité, et pour que son succès soit garanti, il faut cependant obtenir le soutien de nombreux autres pays – y compris ceux qui font partie des instances clés que sont le G8 et l'Union africaine –. Il faut aussi que d'autres pays contribuent à son financement. Il faut enfin que davantage de pays fassent preuve de la volonté politique nécessaire à l'atteinte de l'objectif final : l'accès de tous les citoyens à l'assainissement et à l'eau potable.

Rendez-vous sur [www.endwaterpoverty.org/en\\_francais/2009campagne](http://www.endwaterpoverty.org/en_francais/2009campagne) pour obtenir davantage d'informations sur les actions que vous pouvez entreprendre.